Mouvement des Entreprises de France

Le Medef est partie prenante de la dynamique de réformes

Publié le 17 juillet 2018

Le président de la République a réuni le 17 juillet les partenaires sociaux pour évoquer avec eux l'agenda social des prochains mois. A cette occasion, le Medef a réaffirmé sa volonté d'être partie prenante de la dynamique de réformes de notre pays.

Lors de cette réunion, le Medef a souligné le paradoxe dans lequel se trouve notre économie depuis plusieurs mois : trop d'entreprises ont du mal à recruter alors que le niveau de chômage reste à un niveau inacceptable. Tout doit donc être fait pour relancer la croissance et la création d'emplois.

Par ailleurs, le Medef considère nécessaire d'avoir un cadre de discussions économiques et sociales axées sur les mutations, qu'elles soient numériques ou technologiques, et sur leurs conséquences en matière d'emploi et de compétences. L'objectif étant d'anticiper et de travailler sur les nouvelles formes d'emplois.

Le Medef insiste également sur la nécessité d'aborder les transformations en cours, et leurs conséquences, à l'échelle européenne. Il s'agit d'un enjeu fondamental pour répondre aux attentes légitimes des salariés et des employeurs du continent. Les réponses à ces mutations doivent être élaborées dans un cadre européen ou international. Le Medef souhaite ainsi définir, avec l'ensemble des partenaires sociaux, une position commune sur le cadre économique et social européen.

Parmi les sujets évoqués spécifiquement, le Medef a indiqué être prêt à engager une phase de diagnostic sur l'assurance chômage dès lors qu'il ne se borne pas aux aspects financiers et intègre l'ensemble des mécanismes de retour à l'emploi notamment. Au sujet de la santé au travail, le Medef a confirmé être ouvert à toute réflexion permettant d'améliorer l'efficacité de sa gouvernance.

« *J'ai proposé au Président de la République un cadre de réflexion large, permettant de poser un diagnostic partagé sur les conséquences des mutations technologiques sur les formes d'emploi afin d'apporter des solutions concrètes et inclusives aux défis économiques et sociaux rencontrés par notre pays* », a déclaré **Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef**.